

LOI TRAVAIL 2 et AUSTERITE :

public et privé, tous concernés pour nos droits et nos salaires et nos pensions

TOU.TE.S EN GREVE le 12 septembre !

Macron prend les salarié.es pour des imbéciles.

Ne nous laissons pas faire !

Après la loi Travail en pleine période estivale 2016, le nouveau gouvernement Macron-Philippe poursuit dans la même veine avec un projet de nouveau Code du Travail par ordonnance.

Les syndicats ont donc été invités sans avoir reçu de projets au préalable et avec ordre de ne rien communiquer à la presse à la sortie. Vous avez dit démocratie ?



Des cadeaux pour le patronat

- Allègement de cotisations sociales (20 milliards d'euros par an de recettes en moins dans les caisses)
- Baisse de l'impôt sur les sociétés à 25%
- Réduction de l'assiette de l'ISF au seul patrimoine immobilier
- Casse du Code du Travail : ce projet n'est pas neutre : on y retrouve la possibilité de licencier plus facilement, de déréglementer la durée du travail, de plafonner les indemnités de licenciement ou encore d'autoriser les plans de licenciements pour des entreprises globalement bénéficiaires.

Des sacrifices pour les salarié.es, les retraité.es et les étudiant.es

- 13 milliards d'économies pour les collectivités territoriales qui répercuteront ces baisses en hausses d'impôts.
- Suppression de 120.000 fonctionnaires
- Gel du point d'indice des fonctionnaires
- Restauration du jour de carence à compter de 2018
- Hausse de la CSG qui touchera actifs et retraité.es
- Baisse des APL de 5 euros par mois.

**La politique générale et les politiques éducatives sont liées !
Ce qui nuit aux salarié.es du privé finit toujours par nuire à ceux/celles du public comme nous l'avons déjà connu pour les Retraites.
Salarié.es du public comme du privé mobilisons-nous ensemble.**

La CGT Éduc'Action Nantes syndique tous les personnels de l'Éducation nationale de la maternelle à l'université
Rejoignez un syndicat indépendant, interprofessionnel, démocratique et de luttes.

Je souhaite : Prendre contact

Me syndiquer

CGT Educ'Action Nantes - Maison des syndicats, place de la gare de l'état, 44276 Nantes <http://educactionnantes.reference-syndicale.fr>  cgteduc-nantes@orange.fr



Rentrée dans l'Education, changement de ministre : même politique

Une nouvelle année scolaire commence avec toujours les mêmes difficultés pour les personnels et les élèves.

Dans l'Educ' : les discours...et le terrain

En dépit des beaux discours du ministre Blanquer sur sa volonté de mettre fin à l'échec scolaire, la logique économique passe avant tout. La réalité des personnels et des élèves sur le terrain est tout autre.

Pas de créations d'emplois de titulaires et recours à la précarité :

- Dispositif « devoirs faits » confiés à des jeunes sous contrat précaire (service civique 500 euros par mois et sans formation spécifique)
- Précarité : rien n'est envisagé pour réduire la précarité après 2018. Comme dans le privé, le gouvernement entend continuer de s'appuyer sur les précaires, dans tous les métiers de l'Education nationale.

C'est la conséquence de la continuité de politique d'austérité salariale et budgétaire.

- Pourtant, des postes, il en manque car les besoins sont là : des infirmier.ières, des administratif.ves, des agents techniques, des enseignant.es, des CPE, des AED. C'est nous qui faisons tourner la machine de l'Education

Pour les parents d'élèves et les jeunes

- une rentrée plus chère pour les élèves de lycées particulièrement
- fiasco d'APB avec plusieurs milliers d'élèves sans affectation

Conditions de travail et d'études qui se dégrade toujours :

- Classes surchargées
- Impact des 20 000 emplois aidés en moins autant d'encadrement en moins dans les écoles
- Dédoublings en CP dans les établissements d'éducation prioritaire (en Rep+) mais abandon du dispositif plus de maître.ses que de classe
- Pression aux heures sup pour masquer le manque de postes et donc augmentation de la charge de travail
- Pressions hiérarchiques et culpabilisation des personnels

Dans les cartons du Ministre :

- Recrutement des enseignant.es par les chef.fes d'établissement. renforcement des pouvoirs des chef.fes d'établissement.
- Report de la prime de 3 000 euros promis par le candidat Macron aux enseignant.es de Rep+

C'est pourquoi, la CGT Educ'Action Nantes appelle les personnel-le-s à reprendre la lutte et dès la rentrée de septembre, à organiser des heures mensuelles d'informations syndicales, des assemblées générales pour mobiliser pour la grève interprofessionnelle du 12 septembre et pour celles qui suivront....